

**François Dubasque, *Jean Hennessy (1874-1944). Argent et réseaux au service d'une nouvelle république*, préface de Bernard Lachaise, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008, 380 p.**

**Anne-Laure Anizan**

François Dubasque nous livre la biographie d'un homme politique atypique. Jean Hennessy, fils de famille qui tire son immense fortune du commerce du cognac, se lance dans la vie politique à l'heure où sa démocratisation est bien entamée. Il débute à droite de l'échiquier, mais glisse progressivement vers la gauche. Parlementaire pendant vingt-six ans, il n'est pourtant ni un décideur de premier plan, ni un homme d'État. La capacité d'Hennessy à proposer des réformes et à leur être fidèle fait tout l'intérêt du personnage. Elle est une clef de lecture essentielle pour comprendre le parcours de celui qui a bien souvent mis sa tactique politique au service de son projet réformateur. Elle permet également de prendre la mesure de l'influence multiforme exercée dans le débat national. Ce n'est pas le moindre des mérites de ce livre que de nous restituer dans toute leur complexité la nature des réseaux auxquels Hennessy appartenait et les modalités d'action mises en œuvre pour servir ledit projet réformateur. Au fil d'un récit chronologique, on suit ainsi l'évolution d'Hennessy : entre ancrage local et ambition nationale ; entre héritages familial, politique et intellectuel et élaboration d'un programme novateur qui l'éloigne de ses racines ; entre stratégie personnelle visant à garantir sa réélection et poursuite d'un idéal politique national et européen pour lequel Hennessy est prêt à sacrifier une partie de sa fortune.

Jean Hennessy est d'abord un héritier. En 1905, au décès de son père, négociant bien implanté en Charente, celui qui s'apprête à être pour la première fois candidat aux élections législatives est un millionnaire. Outre une impressionnante fortune, sa famille lui a légué un nom réputé dans la vie économique et politique locale. Elle lui a aussi transmis une culture libérale. En 1901 cependant, son mariage avec Marguerite de Mun place Hennessy dans le sillage de son beau-père. Au legs familial s'ajoute désormais l'héritage légitimiste d'une droite traditionaliste ralliée à la République. Jean Hennessy s'inscrit à l'Action libérale populaire (ALP) qu'Albert de Mun vient de fonder avec Jacques Piou. En 1910, il emporte la circonscription de Barbezieux. Il n'a pas suivi le *cursus honorum* traditionnel passant par la détention de mandats locaux mais, suite à un échec subi en 1906, il s'est appliqué à élaborer une stratégie électorale reposant sur son implantation dans l'arrondissement par le biais d'associations locales mises en réseaux. À la Chambre, Hennessy rejoint les modérés de centre-droit.

L'influence des catholiques sociaux explique l'intérêt du nouveau député pour les questions sociales. Pour répondre aux évolutions de la société industrielle, Hennessy

en vient rapidement à penser qu'il convient de réformer l'État. Le mouvement de concentration économique et sociale, la fréquence et la rapidité des transports nécessitent selon lui de créer des circonscriptions nouvelles plus étendues que les départements. L'influence des catholiques sociaux sur les idées d'Hennessy trouve en outre sa traduction dans la défense de l'organisation professionnelle et syndicale. Les deux projets de réforme, régionalisme économique et corporatisme, se rejoignent puisque qu'Hennessy défend le système de « profession représentée dans la région organisée ». Son implication dans le mouvement régionaliste le conduit à rencontrer des hommes de gauche, parmi lesquels Henry de Jouvenel. Hennessy s'éloigne alors de son milieu politique d'origine pour se rapprocher de la droite du radicalisme d'autant plus, qu'à l'heure du premier conflit mondial, c'est auprès des parlementaires de gauche que ses idées réformatrices obtiennent la plus large audience.

Au cours de la guerre, Hennessy, initié par Charles Brun au socialisme proudhonien, est de ceux qui envisagent une nouvelle forme d'administration dans laquelle le fédéralisme constitue le degré ultime du régionalisme. Il défend alors la formation d'une Société des nations conçue comme une fédération des peuples démocratiques, les États acceptant d'abandonner à l'organisation fédérale une part de leur souveraineté. Ses idées trouvent un écho favorable surtout auprès de réseaux pacifistes de gauche avec lesquels il milite désormais pour la création d'une SDN. Telle qu'elle est créée en 1919, la Société des nations déçoit pourtant Hennessy. Il déplore à la fois son caractère antidémocratique et le fait qu'elle soit privée des organes nécessaires à l'exécution de ses décisions. Il tente par l'action militante au sein de la Ligue pour l'organisation de la SDN de rendre plus efficace la diffusion des idées fédéralistes. Il recommande dans un premier temps la constitution de fédérations primaires, à commencer par une fédération européenne. Il milite en outre pour une plus grande solidarité entre Européens afin de rétablir les courants économiques désorganisés par la guerre. Parallèlement à son engagement pacifiste, Jean Hennessy défend à nouveau l'idée d'une décentralisation administrative et économique.

Si ses différents combats ont eu concrètement peu d'effets sur les décisions politiques, ils ont cependant placé l'homme au cœur de groupes et d'associations militantes. Jean Hennessy, qui s'est rapproché des républicains socialistes, émerge comme un « homme à la croisée des réseaux d'influence ». Les rencontres au sein de la nébuleuse réformatrice, le sentiment que ses projets ont plus de chance d'aboutir avec un succès de la gauche, le conduisent à soutenir la constitution d'un Cartel pour les élections législatives de 1924. Fer de lance du combat contre le Bloc national, il s'associe à la Ligue de la République et devient bailleur de fonds pour des titres de presse ouvertement engagés en faveur du Cartel, notamment *L'Oeuvre* et *Le Quotidien*. Pourtant, la nouvelle majorité qu'il a contribué à porter au pouvoir ne lui offre pas de poste ministériel. Néanmoins, il se voit confier des responsabilités diplomatiques qui s'inscrivent dans la logique de ses engagements au service de la SDN et de la cause fédéraliste. Expert technique auprès de la première délégation française à la SDN, il est ensuite nommé ambassadeur de France en Suisse.

Paradoxalement, c'est à Raymond Poincaré, tant combattu au début des années 1920, qu'il doit, en 1928, son premier maroquin. Dans un gouvernement privé de la présence des radicaux, le nouveau ministre de l'Agriculture assure au cabinet, avec d'autres républicains socialistes, une coloration de gauche. L'ambition personnelle d'Hennessy semble brouiller la lisibilité de son parcours. Il se prive des cercles de solidarité avec lesquels il partageait des idéaux de gauche et se retrouve vite marginalisé dans la vie politique des années 1930, alors même qu'il perd son fief de Barbezieux. À partir de 1933, commence une dérive autoritaire. En créant le PSN (parti social national) Jean Hennessy se rapproche des néo-socialistes. Il réinvestit le champ de la réforme en prônant cette fois une troisième voie placée sous le signe de l'autorité. La logique corporatiste qu'il adopte l'éloigne des traditions républicaines plus encore que le schéma de rénovation des institutions qu'il propose. Porté par la droite locale, il retrouve un siège en 1936 dans la circonscription de Nice. En juillet 1940, Jean Hennessy vote contre les pleins pouvoirs. Pour autant, les projets de réforme porté par Vichy, le renforcement de l'exécutif, la politique familiale, la mise en place d'institutions corporatistes ou de la régionalisation l'inclinent à se rapprocher du pétainisme. Les autorités de Vichy continuent de se méfier du négociant et ne lui confient pas de véritables responsabilités. Malade, il choisit de se reposer en Suisse où il décède en novembre 1944.

Agréable à lire, l'ouvrage de François Dubasque a plus d'une vertu. Il contribue à notre connaissance du personnel politique du premier XX<sup>e</sup> siècle, de ses origines intellectuelles et sociales, de ses modes d'implantation locale, des motifs de reclassement des élus. L'auteur nous présente en outre un original projet de réforme de l'État ayant su rallier des personnalités de droite comme de gauche. Par sa capacité à mettre en contexte et à présenter les filiations, François Dubasque nous apprend aussi beaucoup plus généralement sur les réseaux corporatistes, régionalistes, fédéralistes ou simplement pacifistes. Il offre également un intéressant exemple des liaisons dangereuses entretenues entre argent, politique et presse. En conclusion, l'auteur s'interroge d'ailleurs sur les conséquences de la fortune d'Hennessy sur sa carrière politique : « Dans quelle mesure ce riche négociant en quête d'un rôle politique n'a-t-il pas été, comme le suggèrent les expériences cartellistes et niçoises, instrumentalisé et sa fortune mise au service de plus puissants que lui ? » Saluons, enfin, une édition soignée.